AJOUTER LOGO

[Nom du ministre des Affaires étrangères (ou équivalent)]

[Adresse du Ministre]

[Courriel du Ministre]

**Objet: Soutien accru aux journalistes et aux professionnels des médias afghans**

**AJOUTER DATE**

Cher [Nom du ministre des Affaires étrangères (ou équivalent)],

Nous, [insérer le nom de votre syndicat ou de votre organisation] demandons respectueusement au gouvernement (du pays) de rationaliser son processus de demande de visa et d'accroître son soutien humanitaire aux journalistes et travailleur.euse.s des médias afghans. Depuis la prise de pouvoir par les talibans en août 2021, les violations des droits des médias et des droits humains sont devenues de plus en plus courantes et le statut des journalistes en Afghanistan a atteint un point critique.

Les journalistes et les travailleur.euse.s des médias sont victimes d'attaques, d'intimidations et de détentions arbitraires, les talibans et d'autres groupes terroristes bénéficiant de l'impunité pour ces crimes. Le [Rapport sur la liberté de la presse en Asie du Sud](http://samsn.ifj.org/SAPFR21-22/afghanistan_2021/) de la Fédération internationale des journalistes a documenté 75 violations des droits des médias en Afghanistan, dont 12 meurtres et 30 arrestations, de mai 2021 à avril 2022.

Le [Rapport de la Mission d’assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA)](https://unama.unmissions.org/human-rights-monitoring-and-reporting) a documenté 173 violations des droits humains du 15 août 2021 au 15 juin 2022, les talibans étant responsables de 163 de celles-ci. Ces violations comprenaient 122 cas d'arrestation et de détention arbitraires, 33 cas de menaces et intimidation et 6 meurtres.

Sous le régime taliban, les droits des femmes ont été rapidement et sévèrement érodés. Un [Rapport d’Amnesty International](https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/07/afghanistan-talibans-suffocating-crackdown-destroying-lives-of-women-and-girls-new-report/) a fait état de harcèlement généralisé, d'arrestations et de détentions arbitraires, ainsi que de restrictions généralisées et inhumaines. Les femmes journalistes n'ont pas été exemptées de ces exactions. Un décret taliban du 19 mai a obligé toutes les femmes journalistes travaillant pour des radiodiffuseurs à se couvrir le visage à l'antenne, sous peine d'être renvoyées de force de leur emploi. Des structures hiérarchiques ont été mises en place, de sorte que lorsque les femmes sont autorisées à travailler, il s’agit de postes moins bien rémunérés, octroyant un statut et une influence moindres.

Survivre en Afghanistan sans subir de harcèlement, de détention forcée, d’agression, voire être assassiné.e, est presque impossible sous la répression des médias menée par les talibans. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'environ 1 000 journalistes aient déjà fui le pays.

Nous vous exhortons, (responsable du gouvernement) à répondre à cette crise humanitaire dont sont victimes les travailleur.euse.s des médias en Afghanistan en accordant le statut d'asile à nos collègues et à leurs familles qui ont besoin d'un espace sûr, au nom de la liberté de la presse et des droits fondamentaux respectés par [Pays]. [Pays] doit accroître son soutien humanitaire, car le risque est grand que celles et ceux qui fuient les talibans soient confronté.e.s à des itinéraires et à des situations des plus dangereux. L’aide et la solidarité internationales représentent la seule méthode pouvant assurer la sécurité et le soutien aux journalistes afghan.e.s en danger.

Il est temps d'agir davantage pour accueillir et soutenir les journalistes afghan.e.s, qui ont continué à défendre et à faire respecter les droits fondamentaux à la liberté d'expression et à la liberté de la presse, contrairement au régime taliban.

Veuillez recevoir l’assurance de nos salutations distinguées,

**(AJOUTER LOGO)**

(AJOUTER SIGNATURE)